

# « Nous ramènerons la pension à 65 ans »

**Elio Di Rupo le promet au « Soir ». Si le PS revient au gouvernement fédéral, il changera de nouveau l'âge de départ à la retraite.**

**L**e président du PS est remonté contre le gouvernement fédéral, et il le fait savoir haut et fort. « *En sept mois de temps, ils ont pris des mesures de régression que nous avions su éviter durant 25 ans* », lance-t-il d'emblée. Aux yeux d'Elio Di Rupo, « *on est en plein dans les années Martens-Gol. On est même dans la caricature des années Thatcher et Reagan. On applique des techniques sachant qu'elles ne vont pas marcher.* » Pour lui, les mesures prises actuellement par la suédoise vont conduire à une croissance inférieure à celle de la zone euro et vont « *porter atteinte au pouvoir d'achat et au produit intérieur brut* ».

Le socialiste a notamment dans le viseur le dossier des pensions. Et il le promet, si le PS revient aux affaires, il fera marche arrière sur l'allongement de la durée de carrière « *en ramenant la pension à 65 ans* ». Tout en précisant que pour « *les gens qui n'ont pas de pension complète, nous laisserons la faculté d'aller au-delà* ». En cas de retour au gouvernement, Elio Di Rupo dit aussi qu'il rétablira pleinement l'index et revien-

dra sur la réduction du complément chômage pour les gens qui travaillent à temps partiel. « *C'est injuste, et en plus, c'est un piège à l'emploi. C'est le contraire qu'il faut faire. Quel aveuglement idéologique !* »

Elio Di Rupo revient aussi sur les critiques dont il fait l'objet en tant que président du PS. Il nous dit que personne n'émet de critiques directement auprès de lui, mais qu'il lit ce qui s'écrit et qu'il essaye de comprendre.

Quant à la majorité sexuelle, il tient à préciser qu'il est « *viscéralement contre son passage de 16 à 14 ans* ». Selon lui, « *à 14 ans, on reste un enfant, qu'on soit fille ou garçon* ». Pour rappel, une proposition du SPA, cosignée par la francophone Karine Lalieux, demandant de dépenaliser les relations sexuelles entre enfants âgés de 14 à 17 ans avait suscité la polémique il y a quelques mois. Le président du PS explique que la parlementaire de son parti « *ne va pas insister* », tirant notamment les conséquences des réactions courroucées du côté francophone. ■

# Elio Di Rupo : « Leur action ? La régression »

► Le président du PS ne passe rien au gouvernement fédéral, « le plus idéologique depuis la Seconde Guerre mondiale », celui de « la régression ».

► Et le PS, s'il devait revenir au pouvoir, reviendra sur une série de mesures : « Nous ramènerons la pension à 65 ans. »

## ENTRETIEN

Près d'un an après les élections du 25 mai 2014, sept mois après que le PS a basculé dans l'opposition au fédéral, Elio Di Rupo (re)fixe le cap d'un parti qui peine à trouver l'angle d'attaque contre le « gouvernement de la régression », ancré à droite, une cible manifeste et pourtant insaisissable, a-t-on l'impression. Voyons...

### Législature 2014-2019, un an de passé : où en est-on ?, où en êtes-vous ?

En sept mois de temps, ils ont pris des mesures de régression que nous avons su éviter durant 25 ans. Nous devons expliquer, proposer d'autres politiques – par exemple l'impôt sur les grandes fortunes : la Cour des comptes, illustrant notre proposition, a estimé qu'on pou-

vait trouver jusqu'à 2,3 milliards d'euros ; ce serait un soulagement terrible par rapport aux mesures qui frappent les citoyens.

### On disait que ce gouvernement ne tiendrait pas.

Qui a dit cela ? Ai-je jamais dit cela ? Une seule déclaration de ma part ?

### Mais après un an, on aurait pu s'attendre à ce que le gouvernement Michel soit plus en difficulté...

Votre analyse, pas la mienne. Ce qui est regrettable, c'est que les francophones ne sont pas dignement représentés, puisque le MR représente 25 % des électeurs, mais pour le reste, ils ont une large majorité, de 85 députés, une réalité. Quand le gouvernement décide de ne pas octroyer l'index, de porter la pension à 67 ans, de supprimer la comptabilisation des années-diplôme, de ne pas accorder les suppléments aux pensions anticipées, etc., les citoyens ne ressentent pas les mesures dans leur chair, ils verront les effets dans le temps. Là, ils se posent des questions, et nous, nous continuons à analyser, proposer.

### Le plus grave dans l'action du gouvernement après un an ?

La régression. On est en plein dans les années Martens-Gol. On est même dans la caricature des années Thatcher et Reagan. On applique des techniques dont on sait que ça ne va pas marcher.

Jusqu'à 2014, la croissance économique de notre pays était supérieure à la zone euro, avec la méthode que j'avais baptisée « méthode belge », visant à ne pas toucher aux pensions, à l'indexation, en veillant au bon équilibre entre recettes et dépenses. Ce qui est prévu pour les prochaines années, c'est une croissance inférieure à la zone euro. La politique menée en ce moment va porter atteinte au pouvoir d'achat, au produit intérieur brut.

### Dossier chaud, vous y avez fait allusion : les pensions. Le gouvernement y voit une réforme primordiale...

On repousse l'âge légal à 67 ans, on supprime la bonification des diplômes, et maintenant, ce que nous craignons, c'est la « pension à points »... Je dois reconnaître que dans l'ordre du langage, ça marche : la pension à points, le permis à points... Sérieusement, si tout cela, comme c'est annoncé dans la déclaration gouvernementale, vise à « harmoniser » les pensions publiques et privées, alors ce sera catastrophique pour tous les agents des services publics, depuis le facteur jusqu'au directeur d'administration, car dans une carrière en fonction publique, on n'a ni les avantages – le deuxième pilier – ni la progression que l'on peut avoir dans le secteur privé... Or, le système était conçu de telle ma-

nière qu'à la fin, on ait une pension publique un peu plus confortable, afin de compenser. C'est un peu le « deal » de société. Mais si, à l'avenir, vous n'accordez pas à la fonction publique les mêmes avantages que le privé et qu'en plus, les gens devront – comme les enseignants – travailler jusqu'à 67 ans, et se retrouver avec 25 % de pension en moins, c'est quand même un sérieux problème ! Notre rôle : expliquer.

### L'argument en face, c'est qu'il faut assurer le « financement » du système, que la réforme est indispensable à cet effet...

Souvenez-vous du rapport du « comité d'études sur le vieillissement », des grands experts, Frank Vandembroucke... Que lit-on en juillet 2014 ? « Les pensions représentent 10,6 % du PIB en 2013, et représenteront 14,9 % en 2040, et 14,7 % en 2060. » Cela veut dire qu'en 47 ans, cela va augmenter de 4,1 % ; donc que la moyenne annuelle est de 0,087 %. C'est absorbable. L'enjeu étant : comment alimenter raisonnablement la Sécu ? Le rapport dit aussi que la France consacre déjà 14,5 % de son PIB au financement des pensions. Donc, c'est faisable. Vous voyez, ils viennent avec des pseudo-vérités, comme si c'était des évidences. C'est idéologique. Ils sont tout heureux de ne pas avoir à travailler avec les socialistes, qui ont toujours évité la dérive droitiste. Ici, ils s'entendent comme larrons en foire.

L'OCDE dit qu'en termes d'inégalités, la Belgique est restée du côté des pays scandinaves. Malgré les difficultés – la mi-

sère, les problèmes sociaux –, on a réussi à positionner notre pays du bon côté, et ce que je crains, c'est que les inégalités s'accroissent maintenant. Je conseille l'ouvrage des britanniques Richard Wilkinson et Kate Pickett : « Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous ».

### Le gouvernement fédéral annonce un « tax shift » en termes d'équité...

Vous savez ce que c'est, vous ?

### Attendons de voir...

Oui, nous aussi, nous sommes en pleine attente. J'ai entendu que l'on n'excluait pas de taxer les revenus du capital spéculatif. Alors, quand on me demande ce que je trouve de bien, voilà. Même si c'est insuffisant : c'est du cache-sexe.

### Rien ne trouve grâce à vos yeux dans la politique fédérale ?

Pas grand-chose jusqu'à présent. On n'a jamais eu un gouvernement aussi idéologique depuis la Seconde Guerre mondiale. Et ils frappent graduellement. Johan Vande Lanotte utilise l'image du supplice chinois. Exact. Pourquoi n'y a-t-il pas un minimum d'effort sur les plus aisés dans notre société, le 1 % des plus riches, un peu plus d'équité sociale ?

C'est idéologique, disais-je : si la machine tourne, il y en aura pour tout le monde... Or, non, ce n'est pas vrai, il y a la logique de la maximalisation du profit, économique-financière, et celle de la répartition, du bien commun, qui nécessite un Etat organisé et fort. Sans pouvoir régulateur fort, le marché ne produira pas une élévation de la prospérité pour tous.

### Faut-il en conclure que, pour ce qui concerne les pensions, le PS, de retour au pouvoir, ferait marche arrière ?

Oui. En ramenant la pension à 65 ans. Et, pour les gens qui n'ont pas de pension complète, nous laisserons la faculté d'aller au-delà.

### Sur quelles autres mesures reviendriez-vous ?

Je pense au rétablissement de l'index, pleinement. A ceci encore : il faudra revenir sur la réduction du complément chômage pour les gens qui travaillent à temps partiel. Je pense aux caissières, aux caissiers des grands magasins, qui ont des horaires coupés. Injuste, et en plus, c'est un piège à l'emploi. C'est le contraire qu'il faut faire. Quel aveuglement idéologique ! Cette mesure aussi, nous la corrigerons immédiatement. ■

Propos recueillis par

DAVID COPPI

VÉRONIQUE LAMQUIN

## « Je ne suis pas sourd, j'entends toutes les critiques »

**Des langues commencent à se délier, au PS, qui critiquent votre présidence.**

*Vous n'évitez jamais ça ! Nous avons eu, à Liège, un congrès de plus de mille personnes, avec la parole déliée, c'est-à-dire libre, tout le monde pouvait dire ce qu'il voulait. Or, vous savez, quand un militant socialiste a envie de dire quelque chose, il se lève et il le dit, hein ! ce n'est pas de la tribune qu'on peut l'en empêcher. Qu'il y ait des critiques, cela fait partie de la normalité. J'écoute.*

**Personne n'émet de critiques en direct auprès de vous ?**

*Mais non ! Je lis ce qu'on rapporte, j'essaie de comprendre.*

**Les sondages n'aident pas ?**

*Je ne les commente jamais. Si on devait travailler en fonction des sondages, on se transformerait en girouette. Nous avons une ligne de conduite mais, je le répète, nous ne sommes pas sourds, nous sommes attentifs.*

**Vous remettez certaines choses en cause ?**

*Je regarde toutes les critiques, j'essaie de voir si cela a de la*

*pertinence. Ma mère disait : « Les jugements dépendent de ceux qui les portent. » Il faut toujours regarder si le fond a de la pertinence, qui émet le jugement et pourquoi il le fait. Tout ça, je le fais dans le silence.*

**La Justice s'intéresse à Mons 2015. Vous êtes inquiet ?**

*Non. On ne sait du reste toujours pas pourquoi ils sont venus. La Fondation Mons 2015 est composée de représentants de tous les partis traditionnels ; elle a des comptables, des réviseurs et des avocats ; tout est d'une transparence absolue. On n'a donc aucune inquiétude.*

**C'est quand même mauvais pour l'image !**

*Je pense que Mons 2015 est un succès exceptionnel. J'espère simplement que cette publicité qui n'est pas sympathique n'entachera ni la réputation de l'événement ni le travail colossal qui est fourni.*

**C'est vous qu'on vise ?**

*Non, pas nécessairement.*

**Vous ne l'excluez pas ?**

*Je n'ai aucune indication qu'il en soit ainsi.*

**Vous craignez qu'on vous cherche des noises via la gare de Mons ?**

*La gare de Mons vient après celle d'Anvers, de Gand, de Bruges, de Louvain, de Liège.*

*Dans la hiérarchie des gares, depuis plus de vingt ans, nous étions en dixième position. Ce n'est pas une simple gare où les gens restent trois minutes. C'est un trait d'union entre la nouvelle ville de Mons où il y aura, après l'implantation d'Ikea, entre 8 et 8,5 millions de visiteurs par an, et l'ancienne ville patrimoniale. L'architecte a voulu que ce ne soit pas un boyau qui effraierait les gens en soirée ; il lui a donné de l'ampleur pour avoir des boutiques, jusqu'à tard le soir. Les travaux étant commencés, ce que je demande, c'est qu'on puisse les achever dignement. Ce n'est pas ma gare, il y a 40.000 personnes qui y passent chaque jour. Ce n'est pas moi qui l'ai demandée, ce n'est pas moi qui ai dit à l'architecte ou à la SNCB ce qu'ils devaient faire.*

**On pourrait réduire le projet ?**

*Mais enfin ! Les rampes sont là, la voûte est construite à un tiers, les fondations sont réalisées. Ce que j'ai entendu du CEO de la SNCB, c'est que ce qui était commencé allait être achevé. Si on ne le fait pas, les retards coûtent 12.000 à 15.000 euros par jour. S'il fallait rompre des contrats, on perdrait des millions, peut-être des dizaines de millions, pour rien. Ce serait de la gabegie.*

**Là aussi, c'est vous qu'on vise, certains veulent une revanche ?**

*J'espère pour eux que ce n'est pas le cas. Je leur souhaite de ne pas être mus par ce genre de sentiments, sinon ils n'iront pas très loin. Quand on fait de la politique, il faut voir loin, avoir de la grandeur et beaucoup de tolérance. Mais je ne me sens pas pris pour cible. ■*

**« Je demande qu'on achève dignement le chantier de la gare de Mons »**

## MAJORITÉ SEXUELLE

**« Viscéralement contre le passage de 16 à 14 ans »**

Une proposition de loi a donné à penser que le PS était favorable à la majorité sexuelle à 14 ans. Nous sommes contre. Que s'est-il passé ? Je ne critique personne. Je crois qu'il y a eu une incompréhension. Le SP.A a demandé à Karine Lalieux de s'associer à une proposition de loi, qui prévoit de dépénaliser les cas où il y aurait des relations sexuelles entre enfants à partir de 14 ans et jusqu'à 17 ans, c'est-à-dire avec trois ans d'écart. Karine, de bonne foi, pensait qu'il s'agissait de trouver une solution technique pour ces relations entre enfants et adolescents. Puis ça a pris l'ampleur que ça a pris. Nous ne voulons pas qu'on abaisse la majorité sexuelle à 14 ans. A 14 ans, on reste un enfant, qu'on soit fille ou garçon. Aujourd'hui, la majorité sexuelle est à 16 ans, c'est très bien ainsi. Et moi, comme président, je suis viscéralement contre la majorité à 14 ans : un enfant reste un enfant. Vous allez retirer votre soutien à la proposition de loi ? On s'est rendu compte que, du côté néerlandophone, la proposition ne pose pas de difficultés. Du côté francophone, ça en pose. Il faut donc en tirer les leçons et ne pas poursuivre. Karine ne va donc pas insister. Si tous les experts francophones estiment qu'on peut résoudre le problème avec ce qui existe actuellement, pas de souci !

## ANALYSE

**Son défi : inverser la tendance**

Le rendez-vous est fixé, boulevard de l'Empereur, mardi. La veille, Elio Di Rupo avait signé une piètre prestation sur *Matin Première*. Lançant notamment cette phrase : « Nous n'avons pas un problème de communication mais de relais de communication. » Première question, donc : accuser la presse, c'est une façon de ne pas se remettre en question ? Le président du Parti socialiste fait amende honorable. « M'avez-vous entendu une seule fois critiquer la presse ? Intervenir en hurlant parce que quelque chose ne convenait pas ? » Soyons de bon compte : le patron du PS n'a pas pour habitude de prendre son téléphone dès qu'un commentaire lui déplaît – dans les cas les plus « graves », il dépêche ses communicants, pour une discussion franche. Tout au long de l'entretien, il prendra d'ailleurs grand soin de préciser qu'il ne critique personne, ni dans la presse... ni dans ses rangs.

Durant l'heure trente d'entretien, Elio Di Rupo n'éluide aucune question : fini le temps où le message, formaté, était martelé, sans guère de possibilité d'en dévier. Pas même, donc, celles qui fâchent. A commencer par sa position, que d'aucuns remettent en cause, en off. Il se défend, arguant de sa légitimité, acquise au suffrage des membres, voici six mois. Mais il ne balaie pas les critiques. Logique. Si, comme chaque ténor, il feint de ne pas s'attarder sur les sondages, il sait qu'il doit, au plus vite, inverser la tendance qui place pour l'heure le MR devant sa formation, et augmente le risque de voir le PS reprendre une cure d'opposition en 2019. Il travaille donc, sur le fond, avec son Chantier des idées – en interne, même les plus sceptiques lui reconnaissent une capacité à mener à bien pareille refondation. Sur la forme, il concède une difficulté à se repositionner, après tant d'années de pouvoir généralisé. « On est en vitesse de croisière, après une phase de transition. » Des changements de stratégie s'annoncent. « Peut-être n'a-t-on pas donné assez d'interviews. Peut-être doit-on établir des contacts plus réguliers après les bureaux du lundi. Ce n'est pas le sujet central de nos préoccupations, mais on y réfléchit. » Idem pour les Régions. La discrétion des gouvernements Magonne, Demotte et Vervoort y est officiellement décodée comme le fruit d'une difficulté à s'adapter à l'asymétrie ainsi qu'au carcan budgétaire. « Mais vous verrez, dans les prochaines semaines, cela va changer. » Un signe de plus que le PS et son président ont compris certains messages.